



MINUSCA

**ELEMENTS DE LANGAGE CONFERENCE DE PRESSE DE LA MINUSCA
DU MERCREDI 22 MARS 2023**

- **Dr Guy KAREMA, Porte-parole par intérim de la MINUSCA**
- **Lt-Colonel Abdoul Aziz OUEDRAOGO, Porte-parole de la Force**
- **Adjudant-Chef Casimir NAGALO, Porte-parole par intérim de la Police**

I. ELEMENTS DE LANGAGE DE LA MINUSCA

2023 | MESSAGE DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU

Le monde entier a célébré, le 4 avril, la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines.

Dans son message, à cette occasion, le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a rappelé le danger que constituent les mines terrestres et les engins explosifs.

« La paix n'apporte aucune garantie de sécurité lorsque les routes et les champs sont minés, lorsque les engins explosifs menacent le retour des populations déplacées et lorsque les enfants ramassent par jeu des objets brillants qui leur explosent entre les mains », a dit le Secrétaire général des Nations Unies, engageant « les États Membres à ratifier la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, la Convention sur les armes à sous-munitions et la Convention sur certaines armes classiques, et à les mettre pleinement en œuvre ».

ELECTIONS / FEMMES

La Représentante spéciale du Secrétaire général, Valentine Rugwabiza, a, le 27 mars 2023, utilisé ses bons offices pour un plaidoyer auprès de l'Assemblée nationale, pour veiller à une participation équitable des femmes centrafricaines lors des prochaines élections municipales et régionales. Elle a notamment évoqué les obstacles qui limitent la participation des femmes centrafricaines dans les sphères de prise de décisions, tels que des : *« pesanteurs socioculturelles et des entraves économiques et politiques. »* Valentine Rugwabiza négocie, en effet, pour une participation équitable, l'optimisation et l'engagement des femmes centrafricaines lors des prochaines élections municipales et régionales.

Rappelons que le Conseil de sécurité des Nations Unies, à travers la résolution 2659, qui reconduit le mandat de la MINUSCA jusqu'au 15 novembre 2023, exhorte les autorités centrafricaines et toutes les parties prenantes nationales à préparer les élections locales de 2023 en veillant à ce qu'elles soient inclusives, libres, régulières, transparentes, crédibles et pacifiques, et se déroulent dans les délais fixés, dans le respect de la Constitution de la République centrafricaine, et des décisions de la Cour constitutionnelle, et à ce que la participation pleine, égale et véritable, en toute sécurité, des femmes, tant comme électrices que comme candidates, soit assurée, notamment par l'application d'un quota de 35 pour cent au moins de femmes, comme l'exige la législation centrafricaine, combattant les risques de préjudice, y compris les menaces, les violences et les discours de haine, et en assurant la protection nécessaire des femmes électrices ou candidates.

La même résolution 2659 du Conseil de sécurité demande à la MINUSCA d'aider les autorités centrafricaines à préparer et organiser des élections locales pacifiques en 2023, en leur offrant ses bons offices, y compris en favorisant le dialogue entre tous les acteurs politiques, de façon inclusive, afin d'apaiser les tensions durant la période électorale, ainsi qu'en leur fournissant un appui en matière de sécurité et un soutien opérationnel, logistique et, le cas échéant, technique, en particulier de manière à faciliter l'accès aux zones reculées, et en coordonnant l'assistance électorale internationale avec le Programme des Nations Unies pour le développement.

La MINUSCA va poursuivre le plaidoyer dans le cadre de l'adoption du nouveau code électoral qui va renforcer le respect de la parité à l'occasion des prochaines élections locales.

SECTION DES AFFAIRES JUDICIAIRES ET PÉNITENTIAIRES

Dans l'optique de préparer la réinsertion sociale des détenus de la Maison centrale de Ngaragba et leur éviter de récidiver une fois de retour dans leur communauté, la direction générale des services pénitentiaires centrafricains a mis en œuvre un projet de formation professionnelle en couture à leur intention pour une durée de six mois. Depuis le 30 mars dernier, un premier groupe de détenus ainsi que le personnel de l'administration pénitentiaire ont été identifiés pour participer à la 1^{ère} phase de ce projet appuyé par la MINUSCA, à hauteur de 7 millions de FCFA.

Le projet est initié afin d'aider les détenus à avoir un futur métier et à préparer leur retour en toute sérénité dans la société. Il permet également le renforcement de capacités du personnel pénitentiaire qui prendra le relais dans l'encadrement de la formation professionnelle des détenus à court, moyen et long terme.

REFORME SECTEUR DE SECURITE

Le ministère de la Défense nationale et de la Reconstruction de l'armée sera bientôt doté d'un bâtiment pour le Tribunal militaire permanent de Bangui. Les travaux de réhabilitation du bâtiment ont débuté le 31 mars 2023 grâce à un financement de la MINUSCA.

Ce soutien de la MINUSCA, portée conjointement par la Section de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et la Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires, est une partie de la réponse aux besoins exprimés par le ministère de la Défense nationale, le 20 décembre 2022. Ce projet, de plus de 121 millions de FCFA, consiste à réhabiliter un bâtiment de 10 bureaux, une salle d'audience et à construire des toilettes pour améliorer les conditions de travail du personnel de ce Tribunal. Il facilitera aussi l'accès à la justice pour lutter contre l'impunité au sein des Forces de défense et de sécurité (FDS).

PROGRAMME DDRR

La MINUSCA continue de fournir au gouvernement un soutien technique, financier, logistique et sécuritaire pour faire avancer le processus national de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement - qui est un élément clé de l'accord de paix. Récemment, la Mission de maintien de la paix a fait don de véhicules et de matériel de bureau pour aider à constituer la troisième équipe mobile menant les opérations de désarmement et de démobilisation avec l'appui des casques bleus.

Depuis le lancement de ces opérations de désarmement et de démobilisation en 2018, le soutien fourni par les Nations Unies a permis le désarmement et la démobilisation effectifs de 4 227 ex-combattants, dont 254 femmes.

En province

A Bria, la semaine dernière, l'Unité Justice de la MINUSCA a organisé trois activités sur l'accès à la justice, axées sur le droit familial. Les questions touchant au mariage, au divorce, à la garde des enfants et la pension alimentaire ont été abordées afin de sensibiliser les participants et la population sur certaines dispositions du code de la famille applicable en RCA.

AFFAIRES CIVILES

Dans le cadre du Dialogue communautaire et la Réconciliation

- Le 30 mars, la section des Affaires civiles, à Bambari, a organisé un forum sur la consolidation de la paix qui a réuni 160 jeunes, dont 54 femmes. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le préfet intérimaire de la Ouaka, le chef de cabinet de la MINUSCA et le maire de Bambari. Ces autorités ont exhorté les jeunes à s'impliquer davantage dans le processus de paix, et la consolidation du dialogue intercommunautaire.

- La section des Affaires civiles à Bossangoa a soutenu, le 30 mars, l'organisation d'un « Café Citoyen » à Bouca. Des représentantes des femmes, des jeunes, des leaders communautaires, des fonctionnaires et des autorités locales, 50 participants au total, dont 13 femmes, ont discuté de plusieurs questions liées à la sécurité. Il est à noter que cette réunion s'est déroulée sous la direction du sous-préfet intérimaire de Bouca, et les participants ont recommandé des réunions participatives similaires à l'avenir.

II. ELEMENTS DE LANGAGE DE LA FORCE

Cette semaine la situation sécuritaire en République centrafricaine a été relativement calme, marquée par des affrontements entre groupes armés dans la région est. Afin de parer à toute éventualité et assurer la protection des civils, les casques bleus ont accentué leurs patrouilles robustes, ainsi que les vols de surveillance et de reconnaissance aériennes dans les zones à fort défi sécuritaire. Ces actions ont permis de réduire la liberté de mouvement des hommes armés. La Force de la MINUSCA a conduit 12 patrouilles de longue portée dans le cadre des mesures de mitigation suite à la fermeture de certaines de ces bases opérationnelles avancées.

Le mardi 04 avril 2023, le Chef d'état-major de la Force, le Général de Brigade Magatte NDIAYE a présidé la cérémonie de remise de médaille des Nations Unies à la Force de réaction rapide du Sénégal basé à BOUAR. En présence des autorités centrafricaines de BOUAR et du leadership du secteur ouest de la Force, les 180 casques bleus sénégalais, dont 16 femmes ont été décoré pour leur engagement au service de la paix en RCA. Déployé depuis avril 2022, l'unité a grandement à la mise en œuvre de mandat à travers son implication dans la protection des civils, la participation aux opérations de domination de zones dans le secteur ouest et surtout en assurant des missions d'escorte très sensible, notamment les citernes au plus fort de la crise de carburant. Les soldats de la paix sénégalais par leurs patrouilles robustes, souvent dans des zones à haut risque le long de la frontière tchadienne, ont contribué à restaurer la liberté de mouvement des populations, renforçant ainsi la crédibilité de la MINUSCA. Ils ont également mené des activités au profit des populations telles que des dons de fournitures et des campagnes médicales gratuites. Ayant fait preuve d'un haut degré de professionnalisme, la médaille des Nations Unies leur a été décernée. Comme l'a rappelé le leadership de la mission,

cela est une exhortation à continuer le don de soi, à continuer de s'engager au service de l'humanité et à maintenir le même niveau d'exigence.

Cette année, la célébration de la journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines intervient à un moment où la menace que représente les mines et les engins explosifs se fait grandissant. Ne ménageant aucun effort pour éradiquer le phénomène, la Force de la MINUSCA reste résolument engagée avec détermination pour stopper le fléau. Le 27 mars 2023, l'équipe EOD du bataillon mauritanien procédait, en coordination avec UNMAS et la gendarmerie locale, à la neutralisation des munitions de guerre non-explosées dans les encablures de BAMBARI. Celles-ci avaient été trouvées par les populations et rapportées à la MINUSCA. De même, le 28 mars à la suite d'une alerte donnée par les populations, une équipe de démineurs de la compagnie indonésienne de génie de la MINUSCA a détruit une roquette non-explosée à MBAIKI, puis elle a procédé à la sécurisation de la zone. Cette intervention a été faite en coordination avec le Service de lutte antimines des Nations Unies (UNMAS). La lutte contre les engins explosifs fait l'objet d'une très grande attention de la Force de la MINUSCA, qui a renforcé les capacités des équipes spécialisées.

Dans le secteur ouest, les casques bleus des différents contingents continuent de quadriller leur zone de responsabilité respectives eu égard aux rumeurs de présence d'éléments armés. Des patrouilles robustes ont ainsi été conduites dans les localités de BOUCA, BATAGANFO, NDIM, BOSSEMPTELE, CARNOT, BAORO et NGUIR BOUAR. **Dans la région Centre**, les casques bleus bangladais ont assuré une jonction opérationnelle à GORDIL avec leurs homologues zambiens venus de BIRAO. Les soldats de la paix népalais ont patrouillé et interagissent avec les populations des villages de KODOUNGBO et DJAWA 2, tandis que le contingent mauritanien a mené des patrouilles de domination à TAGBARA.

Dans la partie Est, la situation sécuritaire reste tendue ces derniers temps, à cause des affrontements qui opposent les groupes armés dans la zone de BAMBOUTI. La Force est en alerte et prend des dispositions pour assurer la protection des populations civiles. Elle réitère par ailleurs son appel aux groupes armés à déposer les armes, rejoindre le processus DDR et privilégier la voie du dialogue. Les soldats de la paix. Les soldats de la paix de la compagnie pakistanaise de génie ont procédé à la destruction d'armes traditionnelles, récoltées dans le cadre du programme DDR.

III. ELEMENTS DE LANGAGE DE LA POLICE

ACTIVITE DU CHEF DE LA COMPOSANTE POLICE

Le 1^{er} avril, le Chef de la Composante Police, le Commissaire Christophe Bizimungu a eu des échanges avec le personnel du pilier Développement de la Composante Police. Il les a félicités pour le travail abattu et prêté une oreille attentive à leurs préoccupations. Le Chef de la Composante Police les a exhortés à redoubler d'ardeur pour la réussite de leurs missions.

Le 27 mars, le Chef de la Composante Police, le Commissaire Christophe Bizimungu a reçu une délégation de New-York conduite par Monsieur Kenneth Payumo, Chef des opérations du maintien de la paix du Département de la Sécurité des Nations-Unies.

Le 24 mars dernier le Chef de la Composante Police, le Commissaire Christophe Bizimungu a pris part à la cérémonie de remise de médailles des Nations-Unies placée sous la houlette de la Représentante Spéciale des Nations Unies, Valentine Rugwabiza. Au total 320 Casques bleus des deux Contingents rwandais (Unité de Police Constituée et Unité de Police d'Appui à la Protection) et Policiers Individuels basés à Bangui et déployés au sein de la MINUSCA depuis le 25/04/2022 et 20/05/2022 respectivement. La Cheffe de la MINUSCA les a félicités pour le travail abattu.

Le 23 mars, a eu lieu la réunion tripartite entre UNPOL, MINUSCA Force et la Division de l'Assistance Electorale (DAE), dans la salle de conférence de la Force. Cette réunion, présidée par le Force Commander de la MINUSCA, a vu la participation du Chef de la Composante Police et le Directeur de la Division de l'Assistance Electorale. L'objectif était d'échanger sur l'état d'opérationnalisation du PISE et les prochaines étapes pour sa mise en œuvre.

ACTIVITES DES MEMBRES DU LEADERSHIP

Le 04 avril le Chef du pilier développement UNPOL représentant le Chef de la Composante Police a pris part à l'ouverture par le Directeur Général de Police centrafricaine d'un atelier de 3 jours sur l'évaluation du Plan de Renforcement des Capacités et de Développement 2016-2020 et du Plan Global de Redéploiement et de Redimensionnement (PGRR-FSI) 2018-2023. Cet atelier, de 3 jours, permettra de renforcer les résultats du diagnostic entrepris par le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique dans le cadre de l'élaboration de la Politique sectorielle de sécurité intérieure.

AUTRES ACTIVITES

Au cours de la semaine écoulée, les UNPOL ont mené des sensibilisations sur les élections. La population a été invitée à s'impliquer dans le processus électoral surtout le jour de vote pour une sortie massive afin d'exprimer son suffrage. Ils ont exhorté l'auditoire à se départir des actes susceptibles de troubler l'ordre public avant, pendant et après ces élections afin qu'elles soient libres et apaisées.

RENFORCEMENT DES CAPACITES

Le 25 mars, la Composante Police, représentée par le Coordonnateur de la Réforme et le Chef de l'Unité de gestion des projets, a procédé à la remise des infrastructures construites et équipements acquis au profit du Commissariat de Police de YALOKÉ financé à hauteur de 46289736 FCFA. La cérémonie s'est déroulée en présence du Directeur

Général Adjoint de la Police Nationale et des autorités locales et coutumières. Il s'agit d'un projet de la MINUSCA en appui à la République centrafricaine dans le cadre global de la mise en œuvre du Plan de Renforcement des Capacités et de Développement (PRCD) des Forces de Sécurité Intérieure.

Le 03 avril, UNPOL a procédé à l'ouverture à Kaga-Bandoro d'une formation des formateurs des Unités spécialisées des FSI en Violences Sexuelles Basées sur le Genre (VSBG). Cette formation qui s'étalera sur 10 jours, permettra aux 29 FSI d'acquérir des connaissances sur les VSBG.

Le 27 mars, UNPOL a lancé une formation sur le harcèlement sexuel en ligne, la pédopornographie en ligne, le proxénétisme en ligne et la cybercriminalité au profit des FSI. Cette activité s'est déroulée dans l'enceinte de l'UMIRR (Unité Mixte d'Intervention Rapide et de Répression). Cette activité vise à donner aux Policiers et Gendarmes de la République centrafricaine les outils nécessaires pour lutter efficacement contre les violences sexuelles en ligne peu connues et qui prennent de plus en plus d'ampleur.

Le 23 mars 2023, UNPOL a participé conjointement avec les Affaires civiles et la section électorale à un atelier de renforcement de capacité sur la lutte contre les violences basées sur le genre au profit des FSI, des chefs de communautés et des représentants de la société civile dans la salle de réunion de la mairie de Mbaïki. Présidé par madame le sous-préfet en présence du maire et de madame le Procureur de la République près le tribunal de première instance de Mbaïki, cet atelier a connu la participation de cinquante-six (56) personnes dont treize (13) femmes. UNPOL a encouragé les dénonciations de toute forme de ces violences aux autorités compétentes afin que les auteurs répondent de leurs actes.

Le 31 mars, l'UNPOL a tenu une session de formation des agents et officiers de l'UMIRR et de la Brigade des mineurs de la Direction des Services de Police Judiciaire (DSPJ). Organisée par Child Protection Unit de la MINUSCA, ladite session s'est tenue au Stade 20.000 places et a regroupé une trentaine de participants. Les thèmes suivants ont été développés : les droits de l'enfant et les particularités procédurales relatives aux mineurs, les Droits de l'Homme dans la procédure pénale, la gestion des Unités spécialisées par le Parquet et la colocation dans les Unités spécialisées.

Le 30 mars, UNPOL a remis un lot de matériels de nettoyage au Commissariat de Police de Bouar. Cet appui rentre dans le cadre de l'amélioration des conditions de garde à vue dudit Commissariat et aussi pour respecter les droits des personnes gardées à vue. Le matériel a été réceptionné par l'Adjoint au Commissaire, en présence des éléments présents à l'Unité.

EN APPUI OPERATIONNEL

Le 29 mars, à Bangui comme en province, les équipes UNPOL, en colocation dans les différents services de Police et de Gendarmerie, ont participé aux cérémonies de dépôt

de gerbe en l'honneur du Père de l'indépendance de la RCA, Barthelemy BOGANDA. UNPOL, appuyée par les Unités de police constituées et les FSI ont assuré la couverture sécuritaire de l'évènement.

Le week-end dernier, les équipes UNPOL en colocations dans les différents services de Police et Gendarmerie de Bangui et ses environs ainsi qu'en région ont sécurisé les lieux de culte de leurs différents secteurs de compétence.